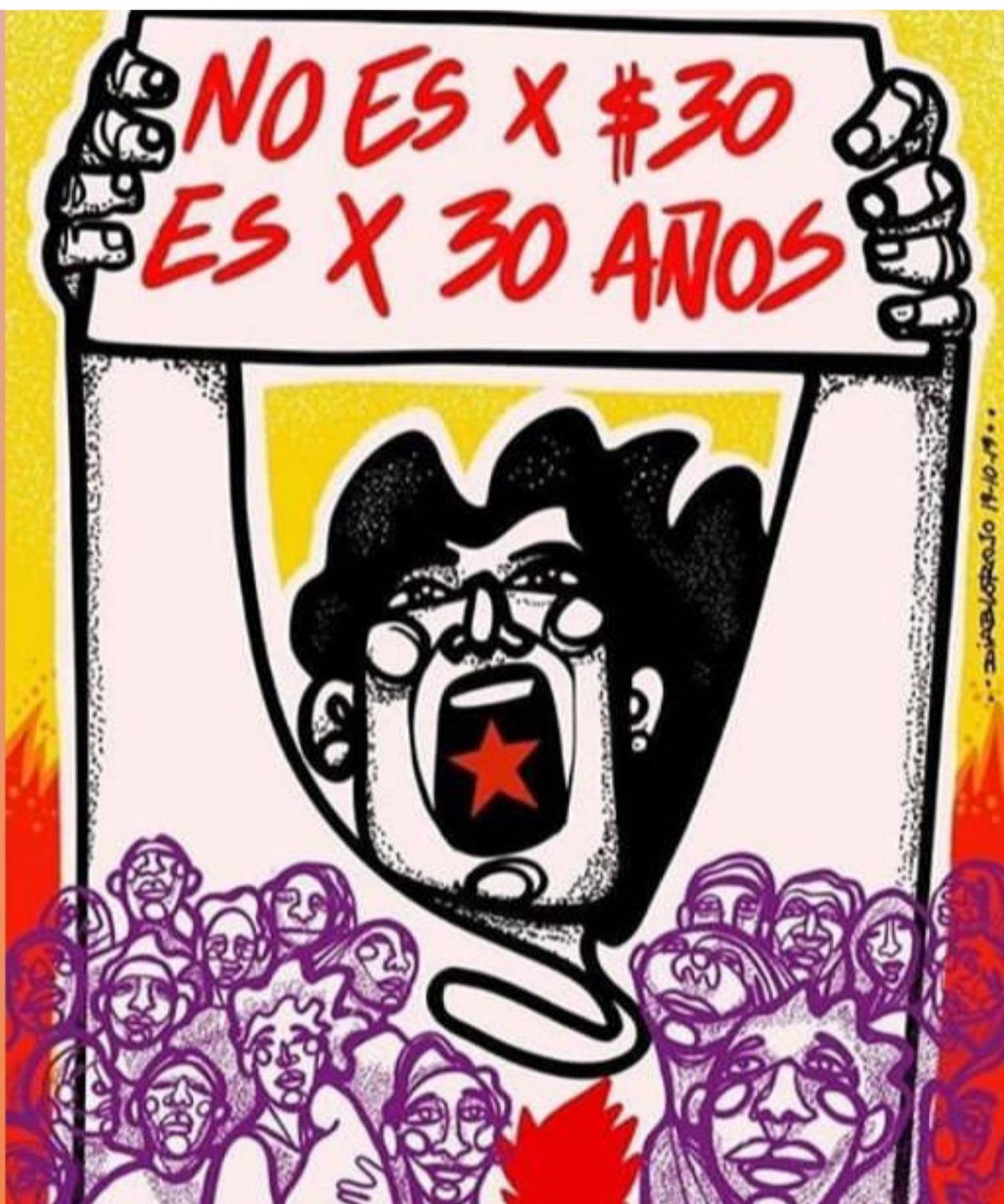


LE CHILI S'EST RÉVEILLÉ

PREMIÈRE PARTIE D'UN BREF RAPPORT
SUR QUELQUES UNES DES
CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME
NÉOLIBÉRAL CHILIEN

SYNTHÉTISÉ AVEC AMOUR ET BEAUCOUP
MOINS D'EXHAUSTIVITÉ QUE JE L'AURAI
AIMÉ, PAR JULIETA MAZZONI, AUX CÔTÉS
DE COLLÈGUES DE CASA CHANCHO

TRADUIT EN FRANÇAIS PAR MATHILDE,
JULES ET JULIEN





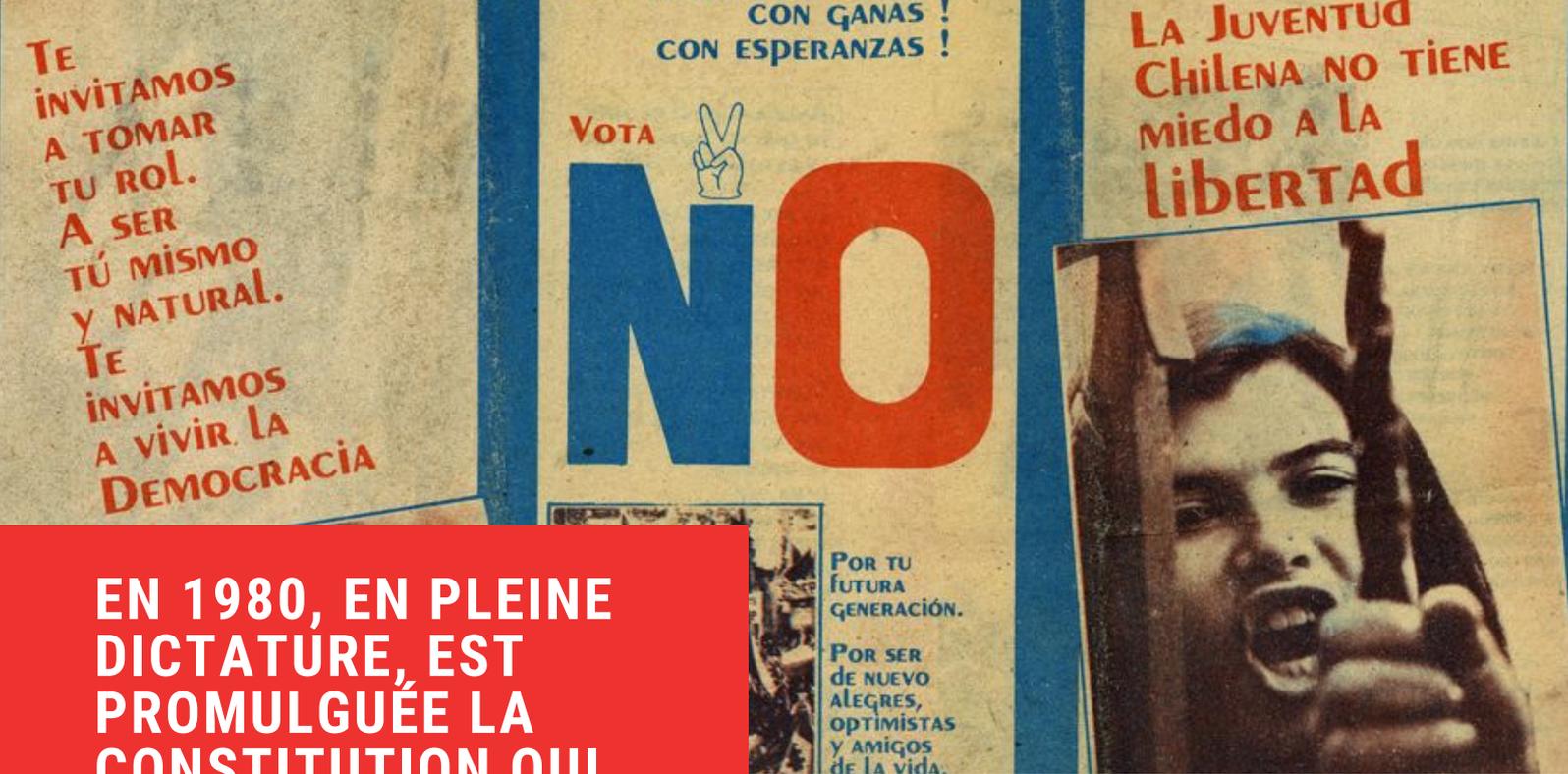
NOUS RÉALISERONS UNE BRÈVE CONTEXTUALISATION DE L'HISTOIRE RÉCENTE DU CHILI POUR COMPRENDRE LES CAUSES PROFONDES DU MOUVEMENT SANS PRÉCÉDENT DE CES DERNIÈRES SEMAINES, QUE NOUS POUVONS QUALIFIER, EN PREMIÈRE INSTANCE, DE RÉACTIF.

Les droits civils disparaissent, la répression et la violation systématique des Droits de l'Homme s'imposent, le modèle néolibéral à outrance s'installe, tant au niveau économique qu'idéologique. Milton Friedman, défenseur du libéralisme, désigne comme le « Miracle du Chili » une série de mesures qui incluent la réduction des dépenses publiques, la privatisation des entreprises et des ressources naturelles, ainsi que l'ouverture au libéralisme. Ces mesures sont résumées dans le texte de politique économique « El Ladrillo », écrit par un groupe d'économistes chiliens partis étudier aux États-Unis. Le message de ce texte aux citoyens est résumé par Javier Ruiz Tagle :

« Dédiez-vous à satisfaire vos intérêts particuliers pendant que la main invisible du marché s'occupe d'organiser la complexité des interactions sociales. »

1. La dictature au Chili

La dictature chilienne commence en 1973 avec le renversement du gouvernement démocratique de Salvador Allende. Salvador Allende, représentant du parti Union Populaire, arrive à la présidence en 1970 et instaure un modèle d'état populaire interventionniste. En 1973, suite à une élection parlementaire qui renforce la légitimité populaire de ce modèle, une action militaire appuyée par les secteurs économiques les plus aisés et par les États-Unis (Plan Condor) met fin au système démocratique chilien. Le 11 septembre 1973, Augusto Pinochet prend le contrôle du pays en tant que Chef Suprême de la Nation, à la tête de l'Assemblée Militaire de Gouvernement.



EN 1980, EN PLEINE DICTATURE, EST PROMULGUÉE LA CONSTITUTION QUI EST TOUJOURS EN VIGUEUR.

Celle-ci déclare inconstitutionnel tout acte ou organisation reposant sur un concept contraire à l'idée de famille, ou fondé sur la lutte des classes. De plus, elle établit un modèle fortement présidentiel (le Président peut dissoudre la Chambre des Députés), instaure un Conseil de Sécurité Nationale dont les membres sont en grande majorité militaires, et un Tribunal Constitutionnel dont le rôle est de décider de la constitutionnalité des actes de l'exécutif, du législatif et des organisations en général. Les Forces Armées se constituent en garantes de l'institution avec des commandants en chef inamovibles. Le système électoral binominal favorise l'existence de seulement deux grands ensembles politiques.

Le Sénat est composé en partie de sénateurs désignés, et les gouvernements locaux présidés par des maires désignés. Les possibilités de réformer la Constitution sont sévèrement limitées.

La dictature se poursuit durant 17 ans. En 1988, Pinochet lance un référendum pour recevoir l'approbation citoyenne afin de se présenter comme candidat lors des premières élections présidentielles, dont il avait lui-même fixé la date dans la Constitution en 1990. Le NON gagne à 54,7 %. En 1990 est élu Patricio Aylwin, du Parti Démocrate Chrétien. Augusto Pinochet reste Commandant en Chef de l'Armée jusqu'au 10 mars 1998, puis devient sénateur à vie, une charge qu'il n'exerce effectivement que quelques mois. Il meurt le 10 décembre 2006, sans avoir été jugé pour les crimes commis pendant la dictature.



LA FIN DE LA DICTATURE N'IMPLIQUE PAS LA FIN DU NÉOLIBÉRALISME, BIEN AU CONTRAIRE. LA TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE, CONTRÔLÉE PAR PINOCHET LUI-MÊME, ASSURE LA POURSUITE D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE BASÉ SUR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET L'INÉGALITÉ, QUI SE MAINTIEN DE NOS JOURS.

2. Le système de santé

Depuis des décennies, les chiliens reçoivent des prestations médicales qui dépendent de leurs revenus et non de leur maladie. Le système de santé chilien est composé d'une série de sous-systèmes entre lesquels ISAPRE et FONASA, le premier de caractère privé et le second de caractère public. Le premier se caractérise par la meilleure formation de ses professionnels, qualité des infrastructures et équipements, ainsi que par des coûts plus élevés. Selon une étude de Villalobos Dintrans sur des chiffres de 2014, 82 % de la population chilienne est bénéficiaire de FONASA et 18 % de ISAPRE.

Cette même étude caractérise les citoyens bénéficiaires de FONASA comme plus âgés, moins aisés et plus souvent malades. Au contraire, les bénéficiaires de ISAPRE sont majoritairement jeunes, aisés et moins souvent malades. Les sources de financement du système de santé chilien proviennent en leur totalité des apports des individus et de l'État. Ainsi, 35 % de ces apports dérivent des cotisations des individus et 40 % du reste à charge (achat de médicaments, dépenses complémentaires en cas de traitements) ; alors que les 25 % restants proviennent de l'État.

En réalisant le total des apports de individus, on observe que 75 % du système de santé chilien est financé par les citoyens.

Bien que les chiffres ne soient pas de cette année, cette réalité se maintient de nos jours.



De nos jours, une personne affiliée à FONASA doit cotiser un minimum de 22 000 pesos chiliens par mois, c'est à dire environ 30 dollars. En cas de maladie, si cette personne souhaite recevoir une consultation médicale gratuite, elle doit se rendre dans un hôpital public, où les soins ne sont pas garantis de manière rapide et efficace. En effet, il y a de longues files d'attente et le service des urgences n'existe pas. A Valparaíso, on relève le cas d'Amelia Salazar, une enfant d'un an et neuf mois qui est morte à l'hôpital dans l'attente de son diagnostic. La seconde option est de se rendre dans une clinique dans laquelle se trouve un médecin affilié à FONASA, et payer une consultation avec une remise. Une consultation coûte minimum 5 000 pesos chiliens (7 dollars), mais peut atteindre des prix plus élevés selon la spécialité. Par exemple, une consultation ophtalmologique dans une bonne clinique affiliée à FONASA coûte 11 000 pesos, c'est à dire 15 dollars.

De plus, en 2019 on constate une crise sanitaire. En effet, l'État ne transfère pas aux hôpitaux publics les ressources économiques minimales qui leur sont nécessaires. Ceux-ci sont endettés de 800 milliards de pesos chiliens (1,2 milliard de dollars). Ce manque de financements encourage la migration vers le système ISAPRE.



3. Le système éducatif

L'accès à l'éducation publique au Chili était considéré comme un droit jusqu'au coup d'état de Pinochet. A partir de ce moment, celle-ci est devenue un objet de consommation. Une série de mesures ont désarticulé le système antérieur et l'ont remplacé par un autre, de caractère mercantile et privé. L'une des principales fut la municipalisation : chaque municipalité gère avec ses propres ressources l'infrastructure et les ressources humaines des institutions éducatives, entraînant ainsi la perte de l'accès à une éducation digne et de qualité dans les territoires les plus vulnérables. Le système éducatif, loin de pallier à la ségrégation au Chili, l'approfondit. Il existe différents outils d'évaluation, tant pour les élèves que pour les professeurs, qui fixent des pratiques méritocratiques et compétitives.

Pour accéder à l'éducation supérieure, il faut passer un examen appelé PSU. L'éventail des universités et filières auxquelles l'élève a accès dépend de la note obtenue. Il existe des cours de préparation payants à cet examen, dépendants de la même logique : plus de revenus, plus de possibilités d'accéder à une éducation de qualité. Bien qu'il existe des universités publiques, celles-ci sont payantes. Le coût d'une formation universitaire est de minimum 1 500 000 pesos annuels (2 000 dollars). A titre d'exemple, une formation en danse coûte 2 400 000 pesos annuels (3 300 dollars) et une formation en médecine (la plus coûteuse), 5 500 000 pesos annuels (7 500 dollars).

Plus de ressources économiques, plus de possibilités d'accéder à une éducation de qualité, de meilleurs résultats aux évaluations, et ainsi, plus de possibilités d'accéder au marché du travail.



Pour que les chiliens puissent avoir accès à l'université, l'État offre un système de crédits appelé CAE (Crédit Aval de l'État), qui implique une dette de l'étudiant envers une entité bancaire privée. Ces crédits fonctionnent grâce à un intérêt annuel de 2 %. Les familles doivent s'endetter à vie pour pouvoir financer une formation universitaire. En cas de non paiement des ces montants, elles sont inscrites en tant qu'endettées au registre du Dicom, ce qui les empêche d'avoir accès à la propriété, à des prêts bancaires, etc.

Suite aux révoltes de la « Révolution des Pingouins », en 2006 et 2011, le gouvernement Bachelet a mis en place une réforme qui, sans changer la logique fondamentale du système éducatif, en facilite l'accès : la bourse. Pour accéder à une bourse, les salaires de tous les membres de la famille s'additionnent, puis se divisent par la quantité de membres de celle-ci.

Le salaire minimum au Chili est de 300 000 pesos. Si le total par membres de la famille est inférieur à 150 000 (200 dollars), l'étudiant est considéré comme faisant partie du premier quintile, et peut donc avoir accès à une bourse complète, ou bourse de gratuité, c'est à dire qu'il ne doit pas payer ses études. Si l'étudiant fait partie de l'un des autres quintiles, il peut avoir accès à une remise. Certaines universités disposent d'un nombre maximum de bourses à répartir.

Ce difficile accès à l'éducation renforce l'inégalité des chiliens face à l'emploi, et donc l'inégalité en termes de qualité de vie. Selon une étude de la Cepal de 2017, 50 % des foyers les plus pauvres accèdent à 2,1 % de la richesse nette du pays, alors que 10 % concentrent 66,5 % du total, et **1 % des foyers les plus riches possèdent 26,5 % des richesses.**



4. Le système de retraites

En 1980, en pleine dictature, Jose Piñera, frère de l'actuel président du Chili, crée pour la première fois en Amérique Latine un système de retraites privé appelé AFP : Administrateurs de Fonds de Pension. Il est important de souligner que la majorité de la population qui a adhéré à ce système l'a fait de manière forcée.

Les AFP collectent 10 % du salaire des travailleurs et l'utilisent pour investir dans le système bancaire et financier national et international. C'est-à-dire que les individus apportent de l'argent aux banques, qui leur facturent ensuite des taux d'intérêt élevés pour l'obtention de crédits.

Selon une étude de la Fondation Sol, les AFP ont réalisé des bénéfices de 5 milliards de pesos chiliens (7 millions de dollars) depuis leur création. Malgré la rentabilité élevée de ces entreprises, les sommes effectivement versées aux contribuables sont très faibles. Selon la même étude, 91,4 % des personnes qui perçoivent des pensions des AFP au titre de retraités reçoivent une pension inférieure à 160 000 pesos chiliens (220 dollars).

Parallèlement, les personnes qui n'ont pas contribué au système de l'AFP peuvent demander une pension minimum à l'État, qui est de 110 200 pesos chiliens (150 dollars), soit un tiers du salaire minimum en 2019.

CE CONTENU A ÉTÉ PRODUIT
LUNDI 21 OCTOBRE 2019 À
VALPARAISO, AFIN
D'APPORTER UN PEU DE
CLARTÉ AUX PERSONNES
QUI NE CONNAISSENT PAS LA
SITUATION CHILIENNE. IL N'A
PAS DE RIGUEUR ACADÉMIQUE,
MAIS SE VEUT REPRÉSENTATIF
DES PRINCIPAUX PROBLÈMES
DÉNONCÉS PAR LE PEUPLE
CHILIEN.

LE TEXTE A ÉTÉ RÉALISÉ EN
PARALLÈLE DES
MANIFESTATIONS, DE LA
PRÉSENCE POLICIÈRE ET
MILITAIRE, DU BRUIT DES
HÉLICOPTÈRES, DES
REVENDEICATIONS POPULAIRES
ET DES CONCERTS DE
CASSEROLE.

#NOESGUERRA
#CHILEDESPERTÓ

